

C. Functie van opvoeder, titularis ten minste van een diploma A2; de opvoeders die op 1 januari 1995 tewerkgesteld waren, worden gelijkgesteld met de titularissen van een diploma A2 :

Anciënniteit	aan 100 %	aan 80 %
—	—	—
0-4	1 059 000	847 100
5-9	1 132 000	905 800
10-14	1 207 000	965 400
15-19	1 343 000	1 073 900
20-24	1 430 000	1 143 300
25-28	1 559 000	1 246 900
29 en meer	1 645 000	1 315 400

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Forensische Welzijnzorg behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 december 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,  
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX



F. 98 — 1395

[98/29094]

**31 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide sociale aux justiciables**

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide sociale aux justiciables;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 12 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1988 et 4 juillet 1989;

Considérant les difficultés financières rencontrées par les services d'aide sociale aux justiciables;

Considérant la nécessité d'actualiser les modalités de subventions relatives à ces services;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Sur proposition du Ministre ayant l'aide sociale aux justiciables dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1997;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les articles 1, § 2, 2°, 3, b, 7°, 4, § 2, 5, § 9, 8, 9, 10 et 12, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide sociale aux justiciables, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. Article 1, 2, 2°. Accompagnement psychologique : toute aide de nature psychologique destinée à soutenir les personnes confrontées aux conséquences directes et indirectes de problèmes particuliers ou de victimisation, à l'exception d'une prise en charge à long terme nécessitée par des troubles psychiques persistants.

§ 2. Art. 3, b, 7°. Sensibiliser la population aux problèmes de l'aide sociale aux justiciables : prévenus, condamnés, libérés, victimes et proches.

§ 3. Art. 4, § 2. Pour être agréé, le service doit satisfaire aux conditions spécifiques suivantes :

1° a) employer un ou plusieurs travailleurs sociaux, à temps plein ou à temps partiel, le terme de travailleur social étant entendu au sens de « professionnel sous contrat »; le travailleur social doit répondre à l'une des conditions de qualification suivantes :

\* éducateur diplômé ou porteur d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;

\* assistant social diplômé;

\* licencié en criminologie, en sciences sociales, ou en sciences psychologiques;

b) pour les services agréés en catégories III et IV, employer éventuellement un agent administratif mi-temps porteur d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur ou supérieur.

2° Le personnel doit accomplir, dans le cadre du service, les missions d'aide sociale ou d'accompagnement psychologique aux justiciables définies à l'article 1<sup>er</sup>, § 1;

§ 4. Art. 5, § 9. Le service agréé porte l'appellation de « service d'aide sociale aux justiciables de l'arrondissement judiciaire de ... », en abrégé « A.S.J. » éventuellement suivi d'un chiffre romain si plusieurs services sont agréés au sein d'un même arrondissement.

§ 5. Art. 8, § 1<sup>er</sup>. Il est octroyé aux services agréés une subvention pour frais de personnel fixée forfaitairement, toutes charges sociales comprises à :

- 1 032 939 BEF pour un agrément en catégorie I;
- 1 549 408 BEF pour un agrément en catégorie II;
- 2 561 157 BEF pour un agrément en catégorie III;
- 3 839 593 BEF pour un agrément en catégorie IV.

§ 2. L'utilisation de la subvention pour frais de personnel est justifiée par les documents relatifs au paiement :

1° Des rémunérations calculées suivant les échelles de barèmes, des avantages complémentaires accordés en vertu des conventions collectives de travail applicables au secteur et des charges patronales légales afférentes aux rémunérations.

2° De la quote-part ou de la partie des rémunérations et charges non financées par d'autres personnes morales de droit public, le cas échéant.

§ 3. Le paiement des prestations de personnes ou de sociétés de services qui accomplissent des tâches administratives de secrétariat social, ou comptables nécessaires au bon fonctionnement du service sera également admis comme justification de la subvention pour frais de personnel, à concurrence d'un montant annuel de 100 000 francs maximum lorsque le service justifie que ces prestations ne peuvent être couvertes par les subsides pour frais de fonctionnement octroyés au service.

§ 4. Les rémunérations allouées aux membres du personnel qui font partie du Conseil d'administration de l'a.s.b.l. concernée ne sont pas prises en considération pour la justification de la subvention.

§ 5. Les intervenants ont un devoir de formation et d'information permanentes.

Ils ont l'obligation de remettre en question régulièrement leurs pratiques professionnelles et veillent à les adapter à l'évolution des connaissances et des conceptions.

§ 6. Art. 9. Il est octroyé aux services agréés une subvention pour frais de fonctionnement fixée annuellement par le Ministre.

7. Art. 10, § 1<sup>er</sup>. Pour les montants qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

§ 2. Pour les montants de subventions qui ne constituent pas des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 8. Art. 12, § 1<sup>er</sup>. Il est accordé aux services agréés des avances provisionnelles mensuelles à concurrence d'un douzième au maximum, du montant des subventions accordées au service l'année précédente.

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 1996 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aides sociales aux justiciables est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 1997.

**Art. 4.** Le Ministre ayant l'aide sociale aux justiciables dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 décembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education,  
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

—  
VERTALING

**31 DECEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1988 en 4 juli 1989;

Gelet op de financiële moeilijkheden ervaren door de forensische welzijnszorg;

Gelet op de noodzakelijkheid de nadere regels voor de subsidiëring van deze diensten te actualiseren;

Gelet op de aldus gemotiveerde dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de forensische welzijnszorg behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** De artikelen 1, § 2, 2°, 3, b, 7°, 4, § 2, 5, § 9, 8, 9, 10 en 12, § 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg, worden door de volgende bepalingen vervangen :

« 1. Artikel 1, 2, 2°. Psychologische begeleiding : iedere hulpverlening van psychologische aard met als doel het steunen van de personen die geconfronteerd worden met de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van bijzondere problemen of van problemen i.v.m. het « slachtoffer-zijn », met uitzondering van een tenlasteneming op lange termijn vereist door voortdurende psychische stoornissen.

§ 2. Art. 3, b, 7°. De bevolking te sensibiliseren voor de problemen van de forensische welzijnszorg :

beklaagden, beschuldigen, slachtoffers en leefgenoten.

§ 3. Art. 4, § 2. Om erkend te worden, moet de dienst aan de volgende specifieke voorwaarden voldoen :

1° a) één of meer maatschappelijk(e) werker(s) voltijds of deeltijds tewerkstellen, waarbij de woorden « maatschappelijk werker » « een beroepswerker met een overeenkomst » betekenen; de maatschappelijk werker dient aan één van de volgende vereisten inzake kwalificatie voldoen :

— gediplomeerd opvoeder of houder van een eindgetuigschrift van het niveau van het pedagogisch of maatschappelijk hoger onderwijs, minstens van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

— gediplomeerd maatschappelijk assistent;

— licentiaat in criminologische, sociale of psychologische wetenschappen;

b) voor de diensten erkend in de categorieën III en IV, eventueel een halftijds bestuursambtenaar tewerkstellen die houder is van een diploma van het lager of hoger secundair onderwijs.

2° Binnen het kader van de dienst, dient het personeel de opdrachten van maatschappelijke hulpverlening of psychologische begeleiding voor de forensische welzijnszorg bedoeld in artikel 1, § 1, uit te voeren;

§ 4. Art. 5, § 9. De erkende dienst draagt de benaming « Service d'aide sociale aux justiciables de l'arrondissement judiciaire de... (Dienst voor forensische welzijnszorg van het gerechtelijk arrondissement...) », afgekort « A.S.J. » eventueel gevolgd door een Romeins cijfer indien verschillende diensten in een zelfde arrondissement erkend zijn.

§ 5. Art. 8, § 1. Er wordt aan de erkende diensten een toelage voor personeelskosten toegekend, die forfaitair bepaald is, met inbegrip van alle sociale lasten, op :

1 032 939 BEF voor een erkenning in categorie I;

1 549 408 BEF voor een erkenning in categorie II;

2 561 157 BEF voor een erkenning in categorie III;

3 839 593 BEF voor een erkenning in categorie IV.

§ 2. Het aanwenden van de toelage voor personeelskosten is verantwoord door documenten m.b.t. de betaling :

1° van de bezoldigingen berekend volgens de barema's, bijkomende voordelen toegekend krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten toepasselijk op de sector en van de wettelijke werkgeverslasten m.b.t. de bezoldigingen.

2° van het quotum of het deel van de bezoldigingen en lasten dat niet gefinancierd is door andere publiekrechtelijke personen, desgevallend.

§ 3. De uitbetaling van prestaties van personen of dienstmaatschappijen die administratieve opdrachten van maatschappelijk of boekhoudkundig secretariaat, die nodig zijn voor de goede werking van de dienst, verrichten, worden ook toegelaten als verantwoording van de toelage voor personeelskosten, ten belope van een jaarlijks bedrag van maximum 100 000 BEF wanneer de dienst het niet-dekken van deze prestaties door subsidies voor werkingskosten die aan de dienst toegekend worden, verantwoordt.

§ 4. De bezoldigingen toegekend aan de personeelsleden die deel uitmaken van de raad van bestuur van de betrokken v.z.w. komen niet in aanmerking voor de verantwoording van de toelage.

§ 5. De optredende personen hebben een plicht van permanente vorming en informatie.

Ze hebben de verplichting regelmatig hun beroepsactiviteiten in vraag te stellen en ervoor te zorgen dat ze aangepast worden aan de evolutie van de kennis en van de opvattingen.

§ 6. Art. 9. Er wordt aan de erkende diensten een toelage om werkingskosten, jaarlijks door de Minister bepaald, toegekend.

7. Art. 10, § 1. Voor de bedragen die bezoldigingen of gelijkgestelde kosten uitmaken, wordt, vanaf 1 januari 1997, de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het rijk worden gekoppeld, toegepast.

§ 2. Voor de bedragen van toelagen die geen bezoldigingen of gelijkgestelde kosten uitmaken, wordt de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bedragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, toegepast.

§ 8. Art. 12, § 1. Aan de erkende diensten worden per maand provisionele voorschotten toegestaan op het bedrag van de toelagen toegekend voor het kalenderjaar, ten belope van maximum één twaalfde.

**Art. 2.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 1996 tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg, wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheid de forensische welzijnszorg behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 december 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,  
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1396

[C — 98/27327]

#### 7 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 1997 relatif à la comptabilité communale pour les Centres publics d'aide sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifiée par le décret du 22 décembre 1994, le décret du 6 avril 1995 et le décret du 2 avril 1998;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes et Communes de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat rendu à propos de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 1997 relatif à la comptabilité communale pour les centres publics d'aide sociale;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'exécuter au plus tôt le décret du 2 avril 1998 modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale dont les articles 11, 19 et 22 entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1998;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 1997 relatif à la comptabilité communale pour les centres publics d'aide sociale, les mots « ... les articles 12, 72, 93 et 94... » sont remplacés par les mots « ... les articles 5, alinéa 2; 10, alinéa 3; 12, 17, § 2, 1<sup>o</sup>, a; 18, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, d; 29 à 30, 61, alinéa 3; 70, 72, 93 et 94... ».

**Art. 3.** Le même arrêté est complété par un article *3bis* rédigé comme suit :

« Art. *3bis* : En vue de permettre l'engagement et le paiement au comptant de menues dépenses justifiables par l'urgence, la sécurité ou le bon fonctionnement du service, le conseil de l'aide sociale peut mettre à la disposition d'agents qu'il désigne nommément et qui acceptent, une provision de caisse dont il détermine le montant.

Dès que la décision motivée du conseil de l'aide sociale est exécutoire, l'original est notifié au receveur qui remet la somme prescrite contre reçu à l'agent qui en devient personnellement responsable.

Le reçu constituera pièce justificative de l'encaisse du receveur. Les pièces justificatives des dépenses effectuées régulièrement sur la provision sont périodiquement ordonnancées. Le receveur reconstituera la provision de caisse de l'agent dans les limites de l'article 46, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Lorsque le titulaire de la provision en est déchargé, il la restitue au receveur qui la réintègre dans la caisse. »

**Art. 4.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par l'article 5 suivant :

« Art. 5 : L'article 7 du règlement général est remplacé par le texte suivant : "Toute décision de l'autorité de tutelle en matière budgétaire est communiquée au conseil de l'aide sociale par le président lors de sa plus prochaine réunion". »

**Art. 5.** Le même arrêté est complété par un article *5bis* rédigé comme suit :

« Art. *5bis* : Le dernier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 14 du règlement général précité est remplacé par la disposition suivante :

« Ces restrictions ne sont pas applicables aux dépenses relatives à la rémunération du personnel, aux paiements de primes d'assurances, des taxes et aux dépenses relatives à l'octroi de l'aide sociale individuelle et du minimum de moyens d'existence. »

**Art. 6.** L'article 6 du même arrêté est complété comme suit :

1° devant le 1<sup>er</sup> alinéa est porté l'indication " 1<sup>o</sup>";

2° un 2° et 3° rédigés comme suit sont insérés à l'article 6 :

« 2°. A l'article 35 du règlement général, le 1<sup>er</sup> alinéa est remplacé par la phrase suivante : "le receveur du centre public d'aide sociale est responsable de l'encaisse".

3° A l'article 53 du règlement général, les mots "de l'article 270 de la nouvelle loi communale" sont remplacés par les mots "de l'article 115 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale." »